

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Une-autre-logique>

# Une autre logique

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : vendredi 19 mars 2004

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

### **« La pensée qui a créé le problème ne peut pas être la même qui va le résoudre » Albert Einstein**

Le pire et le meilleur de notre monde se sont côtoyés dans ces journées espagnoles qui vont du petit matin tragique du jeudi 11, à la folle soirée électorale de ce dimanche 14 mars. On aurait aimé n'en retenir que la leçon de démocratie infligée par un peuple à un gouvernement menteur et manipulateur. On aurait aimé pouvoir se réjouir sans restriction de cette soudaine mobilisation d'un électorat jeune, surgissant dans un scrutin où il n'était pas attendu, et faisant in fine triompher la morale publique. Hélas, la leçon est amère. Qui peut oublier que le point de départ de ce sursaut démocratique est en fait l'événement le plus antidémocratique, c'est-à-dire le plus hostile au peuple, qui se puisse imaginer ? On ne peut passer sous silence cette sorte de corrélation honteuse entre les bombes d'Al-Qaïda et la défaite électorale de la droite. Car, il est inutile de tricher avec les mots, c'est évidemment le terrorisme qui a bouleversé en quelques heures toute la donne politique espagnole. Ce sont les bombes de Madrid qui ont inversé, ou fortement contribué à inverser, le résultat des élections. Avec l'Espagne, le terrorisme est entré plus profondément que jamais dans notre vie politique, transformant la barbarie en élément de tactique électorale. Certes, il aura fallu pour cela la grossière malhonnêteté d'un Premier ministre et de son ministre de l'Intérieur, qui se sont employés au-delà de l'imaginable à exploiter la tragédie à des fins partisans. Les électeurs n'ont pas supporté cet ultime mensonge. MM. Aznar et son dauphin désigné Mariano Rajoy l'ont payé cash.

Mais, en sanctionnant la droite, les électeurs espagnols ont aussi dit quelque chose sur le terrorisme et la façon de le combattre. C'est la première fois qu'un mouvement d'opinion qui fait suite à un acte terroriste ne profite pas aux tenants de l'option la plus sécuritaire. De ce point de vue, ce 15 mars espagnol, c'est l'anti-11 septembre américain. En tenant leur propre gouvernement pour responsable de ce qui est arrivé, les Espagnols ont cessé de regarder la violence terroriste comme un phénomène d'importation qui n'aurait d'autre cause que le « fanatisme islamiste » et sa haine de la démocratie. Ils se sont souvenus qu'un an avant les deux cents victimes innocentes des gares d'Atocha et d'El-Pozo, cinq à dix mille Irakiens, tout aussi innocents, avaient péri sous les bombes américaines. Les électeurs espagnols ont chassé Aznar parce qu'ils ont établi un lien entre deux mensonges. L'un, construit dans la hâte, visait à attribuer les attentats de Madrid aux séparatistes basques de l'ETA pour en tirer un profit électoral. L'autre, venu de plus loin, a été relayé depuis plus d'un an par le gouvernement espagnol dans le sillage de MM. Bush et Rumsfeld pour justifier la guerre d'Irak par une menace qui n'existait pas. S'il n'y avait qu'une leçon à retenir de ces derniers jours, ce serait peut-être celle-ci : le combat contre le terrorisme ne peut se mener en insultant la démocratie. Le mensonge d'État, la guerre préventive, le mépris pour les résolutions des Nations Unies au Proche-Orient, la primauté des intérêts mercantiles et privés sur tout souci de justice fournissent aujourd'hui à Al-Qaïda un fonds de commerce et, un peu partout, une main-d'œuvre locale. La certitude quasi mystique que l'on peut s'émanciper de toute règle de droit parce que l'on est intrinsèquement porteur de valeurs de civilisations supérieures ne peut que produire des contre-pouvoirs tout aussi dépourvus de considération morale.

L'élection espagnole rompt avec une certaine logique. Ce n'est pas par hasard si le camouflet frappe le chef de gouvernement européen le plus proche idéologiquement des néo-conservateurs américains. La défaite d'Aznar, c'est aussi dans une certaine mesure celle de Bush. Elle pourrait, à terme, être la défaite de tous ceux qui cultivent l'amalgame et tentent de maquiller des politiques répressives et coloniales en autant de manifestations du « choc des civilisations ». De tous ceux qui entretiennent le terrorisme plus qu'ils ne le combattent. Hélas, nous n'en sommes pas là. Et tandis que José Maria Aznar chutait lourdement, un autre manipulateur de l'antiterrorisme triomphait. Vladimir Poutine remportait haut la main l'élection présidentielle en Russie. Malgré des dizaines de milliers de morts tchéchènes, il pourra continuer de confondre la résistance de ce peuple avec le « terrorisme international ». Comme Ariel Sharon, toujours enfermé dans son dogme sécuritaire, peut encore nier la légitimité de la revendication palestinienne. La question est de savoir si l'élection espagnole inaugure une nouvelle approche, plus politique, plus réflexive aussi, du combat contre le terrorisme. Ou si la doctrine Bush a encore un avenir. Et avec elle

## Une autre logique

---

une guerre sans fin dont le seul avantage est de créer une sorte d'état d'exception planétaire peu propice à la démocratie. La réponse à ces questions tient en partie dans l'élection américaine de novembre prochain. Mais elle dépend aussi de la façon dont les nouveaux socialistes espagnols honoreront leurs engagements.

[Politis](#) Paris, le 18 mars 2004